

- En Colombie, en raison de l'appui exprimé par le Canada en faveur de la participation des femmes autochtones aux efforts de consolidation de la paix, 20 membres du Conseil national des femmes autochtones ont reçu une formation, dont 15 prennent activement part au processus décisionnel et aux activités de communication dans le contexte du processus de paix en Colombie.
- Au Mali, grâce au soutien financier du Canada, des centaines de femmes ont pu acquérir des compétences accrues en leadership et en matière de consolidation de la paix.
- Au Burundi, l'appui fourni par le Canada au FPPAH a aidé à créer un réseau de médiation pour les femmes qui prévient efficacement la violence au niveau local.
- En Iraq, à la suite d'un projet ayant permis de former dans ce pays 42 femmes sur les processus décisionnels se rapportant à la réconciliation nationale dans les zones libérées, quatre d'entre elles se sont portées candidates lors des élections parlementaires de 2018 et 13 autres ont été des organisatrices dans ce contexte.
- Le Canada s'est associé au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour appuyer des organisations de femmes dans sept pays membres du réseau N-Peace⁵, et avec l'International Civil Society Action Network (ICAN) pour soutenir des organisations de défense des droits des femmes en Syrie, en Iraq, en Afghanistan et dans d'autres pays.

Au Soudan du Sud, le Canada a collaboré avec la société civile et des pays aux vues similaires pour accroître le nombre de groupes défendant les droits des femmes et celui des femmes chefs de file représentés dans le processus de paix. L'ambassade a employé les médias sociaux et traditionnels et diverses activités pour militer en faveur de la participation significative des femmes au sein de l'Intergovernmental Authority on Development (IGAD)⁶ et auprès d'autres intervenants, y compris les parties au conflit. Cela a entraîné l'accroissement du nombre de femmes faisant partie du High Level Revitalization Forum (HLRF)⁷ et un engagement pris par les parties membres du HLRF d'inclure des femmes et des filles et de prendre leurs besoins en compte dans la mise en œuvre de l'accord de cessation des hostilités signé le 21 décembre 2017⁸.

- Dans des tribunes multilatérales, le Canada a mis sur pied et préside maintenant un Groupe des amis des femmes, de la paix et de la sécurité à Genève; ce groupe s'apparente au Groupe d'amis dirigé par le Canada à New York. Ces entités facilitent le partage des renseignements, font valoir les positions stratégiques et mettent à profit les effets des efforts de promotion des droits.

⁵ N-Peace est un réseau qui encourage le leadership des femmes dans les contextes de la prévention et de la résolution des conflits et dans celui de la consolidation de la paix. Les sept pays en question étaient l'Afghanistan, le Pakistan, l'Indonésie, le Népal, les Philippines, le Myanmar et le Sri Lanka.

⁶ L'IGAD est une organisation régionale qui réunit Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan et l'Ouganda et qui travaille en faveur de l'établissement de la paix, de la prospérité et de l'intégration régionale dans la Corne de l'Afrique. L'IGAD facilite les pourparlers de paix au Soudan du Sud et joue un rôle de médiation dans ce contexte.

⁷ Les dirigeants de l'IGAD ont créé le HLRF en juin 2017 pour raviver l'accord de paix de 2015 au Soudan du Sud. Le HLRF poursuit ses efforts en ce sens.

⁸ L'article 2.5 de l'Accord se lit comme suit : « Chaque partie et toute entité assumant des responsabilités à l'égard d'un aspect quelconque de l'Accord prendra les mesures nécessaires pour faire en sorte que les femmes et les filles ne soient ni exclues ni désavantagées dans la mise en œuvre des divers éléments du présent Accord et que leurs vulnérabilités et besoins spéciaux soient pleinement pris en compte. »